



Accord-cadre de travaux

Cahier des clauses administratives particulières

CCAP

Pouvoir adjudicateur :

**Syndicat Mixte pour les Inondations, l'Aménagement et la Gestion de l'Eau – SMIAGE
MARALPIN**

CADAM

**147 bd du Mercantour
C.S. 23182
06204 NICE CEDEX 3**

Objet du marché :

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR
LES TRAVAUX DE RECONSTRUCTION VESUBIE
PROGRAMME 2025-2029**

Direction Ingénierie Travaux

Établi en application du Code de la commande publique

La procédure utilisée est la suivante :

**Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles
R2124-2,1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique**

Table des matières

Article 1 – Définition des prestations	6
Article 2 – Emploi de la langue française	6
Article 3 – Respect des clauses contractuelles	6
Article 4 – Décomposition des prestations	6
Article 5 – Forme privilégiée par l'acheteur pour notifier les décisions faisant courir un délai	6
Article 6 – Formats des échanges électroniques	6
Article 7 – Documents contractuels	7
Article 8 – Type de prix	7
Article 9 – Modalités de variation du prix	7
Article 10 – Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre	8
Article 11 – Contenu des prix	8
Article 11.1 – Modalités d'établissement des prix	9
Article 11.2 – Prestations fournies à l'entrepreneur	9
Article 12 – Augmentation du montant des travaux	9
Article 13 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes	10
Article 14 – Montant de l'Accord-cadre	10
Article 15 – Mentions des bons de commande	10
Article 16 – Dérogation à l'exclusivité des commandes auprès du titulaire	11
Article 17 – Durée de l'accord-cadre	11
Article 18 – Intempéries prolongeant le délai	12
Article 18.1 – Intempéries visées par le code du travail	12
Article 18.2 – Intempéries définies par le maître d'ouvrage	12
Article 19 – Période de préparation	13
Article 20 – Prestations dues par les titulaires	13
Article 21 – Prévention des risques	14
Article 22 – Coordonnateur de sécurité et protection de la santé	14
Article 23 – Maîtrise d'œuvre	14
Article 24 – Provenance des matériaux et produits	14
Article 25 – Implantation des ouvrages	14
Article 26 – Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail	14
Article 27 – Installation et organisation des chantiers	15
Article 27.1 – Signalisation des chantiers	15
Article 27.2 - Utilisation des voies publiques	15
Article 27.3 – Autorisations administratives	15

Article 28 – Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier.....	15
Article 29 – Garde du chantier	15
Article 30 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier..	15
Article 30.1 – Principes généraux	15
Article 30.2 – Autorité du coordonnateur SPS	15
Article 30.3 – Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	16
Article 30.4 – Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants.....	16
Article 31 – Conditions d'exécution sociale : Clauses d'insertion professionnelle	16
Article 32 – Obligations de VRD	20
Article 33 – Répartition des dépenses communes de chantier	20
Article 34 – Registre de chantier	20
Article 35 – Gestion des déchets	20
Article 35.1 – Contrôle et suivi des déchets.....	20
Article 35.2 – Exécution d'office des opérations de tri et d'enlèvement des déchets.....	20
Article 36 – Réception	20
Article 37 – Mise à disposition de certains ouvrages.....	21
Article 38 – Documents fournis après exécution	21
Article 39 – Co-traitance	21
Article 40 – Modalités de paiement.....	21
Article 41 – Forme des demandes de paiements.....	21
Article 42 – Dématérialisation des paiements	22
Article 43 – Sous-traitance et cotraitance.....	22
Article 43.1 – Désignation de sous-traitants en cours d'accord-cadre	22
Article 43.2 – Paiement direct des cotraitants.....	22
Article 43.3 – Paiement direct des sous-traitants.....	23
Article 44 – Monnaie de compte de l'accord-cadre	23
Article 45 – Délai de paiement	23
Article 46 – Retenue de garantie	24
Article 47 – Dispositions concernant l'avance	24
Article 47.1 – Taux et conditions de versement de l'avance	24
Article 47.2 – Remboursement de l'avance	25
Article 47.3 Avance du sous-traitant.....	25
Article 48 – Obligation de parfait achèvement	26
Article 49 – Assurances de responsabilité civile professionnelle	26
Article 50 – Assurance couvrant la responsabilité décennale du titulaire	26

Article 51 – Assurances souscrites par le maître d'ouvrage.....	26
Article 52 – Règles générales d'application des pénalités	26
Article 52.1 Modalités de retenue des pénalités	26
Article 52.2 Modalités d'imputation des pénalités en cas de groupement	26
Article 53 – Pénalités de retard.....	26
Article 53.1 Calcul des pénalités de retard.....	26
Article 53.2 Plafonnement des pénalités de retard	27
Article 53.3 Exonération des pénalités de retard.....	27
Article 53.4 Mise en œuvre des pénalités de retard.....	27
Article 54 – Pénalités pour non-respect des obligations engendrées par la réglementation sécurité et protection de la santé (SPS).....	27
Article 55 – Pénalités pour absence aux réunions.....	27
Article 56 – Pénalités diverses	27
Article 57 – Pénalités en cas d'absence de production des documents de gestion et suivi des déchets de chantier	28
Article 58 – Sanction du retard dans la remise des documents à fournir après exécution	28
Article 59 – Plan d'assurance qualité.....	28
Article 60 – Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.....	28
Article 61 – Programme d'exécution des travaux.....	28
Article 62 – Contraintes de permanence.....	28
Article 63 – Infractions aux prescriptions de chantier	28
Article 64 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	29
Article 65 – Transports en surcharge	29
Article 66 – Conformité de signalisation.....	30
Article 67 – Pénalités pour malfaçons ne dépassant pas les seuils de refus	30
Article 68 – Pénalités pour non-respect des prescriptions environnementales	30
Article 69 – Consignation des manquements sur le registre du chantier	31
Article 70 – Clôtures provisoires assurant la fermeture du chantier	32
Article 71 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé.....	32
Article 72 – Pénalités pour retard dans la remise des contrats de sous-traitance	32
Article 73 – Pénalités liées à la clause d'insertion sociale	32
Article 74 – Sanction complémentaire à l'exécution d'office en cas de non-respect de l'obligation d'enlèvement des déchets.....	32
Article 75 – Résiliation	32

Article 76 – Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire	33
Article 77 – Clause de promotion.....	33
Article 78 – Clause de réexamen.....	33
Article 79 – Attribution de compétence.....	34
Article 80 – Dérogations	34

Article 1 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LES TRAVAUX DE RECONSTRUCTION VESUBIE PROGRAMME 2025-2029

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 sur 31 décembre 1993).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

L'emplacement des travaux est indiqué dans chaque bon de commande.

Article 2 – Emploi de la langue française

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi 94-655 du 4 août 1994, l'emploi de la langue française est obligatoire pour l'établissement de tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent accord-cadre.

Article 3 – Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels de l'accord-cadre expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution de l'accord-cadre, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du maître d'ouvrage.

Article 4 – Décomposition des prestations

Les prestations sont réparties en lot unique.

Article 5 – Forme privilégiée par l'acheteur pour notifier les décisions faisant courir un délai

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les décisions faisant courir un délai seront notifiées de préférence à l'adresse électronique du titulaire.

Article 6 – Formats des échanges électroniques

Les fichiers électroniques pourront être échangés par e-mail à l'adresse communiquée au besoin par le pouvoir adjudicateur. Les formats de fichiers acceptés sont les suivants : ".docx", ".xlsx", ".pptx", ".zip", ".pdf".

Article 7 – Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et ses actes modificatifs éventuels ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales – travaux (CCAG –Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1^{er} avril 2021 ;
- Cahier des Clauses Techniques Générales - Travaux (CCTG-Tvx) ;
- Le mémoire justificatif du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Les bons de commandes.

Article 8 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Article 9 – Modalités de variation du prix

Les prix sont révisibles par formules paramétriques différentes selon les groupes de prix du BPU suivants par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times TP(n)/TP(o)]$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
- Au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant au "mois zéro".
- Au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices afférentes au mois n, mois de réalisation des prestations.

Les index utilisés sont les suivants :

- **GROUPE 1 – Pour les prix 01-01 à 04-18 / 5-04 / 5-08 et 5-09 / 09-01 à 09-15** : L'indice TP03a correspond à : Grands terrassements - Base 2010 (Identifiant 001710988). Organe ou support de publication : Insee.
- **GROUPE 2 – Pour les prix 04-19 à 04-21** : L'indice TP09 correspond à : Fabrication et mise en œuvre d'enrobés - Base 2010 (Identifiant 001710997). Organe ou support de publication : Insee.
- **GROUPE 3 – Pour les prix 05-01 à 05-03 / 05-05 à 05-07 / 06-01 à 07-10** : L'indice TP02 correspond à : Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010 (Identifiant 001710987). Organe ou support de publication : Insee.
- **GROUPE 4 – Pour les prix 08-01 à 08-19** : L'indice TP10a correspond à : Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux - Base 2010 (Identifiant 001710998). Organe ou support de publication : Insee.
- **GROUPE 5 – Pour les prix 10-01 à 10-08** : L'indice TP04 correspond à : Fondations et travaux géotechniques - Base 2010 (Identifiant 001710990). Organe ou support de publication : Insee.

Procédure et modalités de calcul des révisions de prix :

Le titulaire aura la charge de calculer le coefficient de révision et d'assurer la révision des prix du BPU.

Cette révision sera transmise pour validation au pouvoir adjudicateur avant son entrée en vigueur avec transmission des éléments indispensables à celle-ci (extrait des indices, etc.). Le pouvoir adjudicateur pourra imposer en cours d'exécution un format spécifique de transmission du BPU révisé (pdf, csv, etc.).

En cas de non-respect de cette procédure, le titulaire de l'accord-cadre ne pourra prétendre de manière automatique à l'application des prix révisés.

Révision provisoire :

La révision est faite à titre définitif. Il n'y aura aucune révision provisoire.

Périodicité de la révision :

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG, les prix sont révisés à chaque reconduction de l'accord-cadre, y compris en cas de reconduction anticipée. Les prix sont réputés fermes jusqu'au dernier jour de la période en cours.

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

Clause butoir :

En cas de variation (d'une révision à l'autre), à la hausse comme à la baisse, de la valeur de l'indice supérieure à 5.0 %, la variation prise en compte n'excédera pas 5.0 % à la hausse comme à la baisse.

Clause de sauvegarde :

Si du fait de la limitation par l'effet de la clause butoir ci-dessus, le titulaire considère que l'exécution du contrat n'est plus viable économiquement, il devra en informer l'acheteur qui pourra résilier sans indemnité, la partie des prestations non exécutées.

Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives :

Les prix nouveaux seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'OS ou de l'avenant selon celui arrivant en premier.

Ce mois sera appelé "mois zéro" (M0).

L'OS ou l'avenant précisera l'indice de révision de prix applicable suivant la même formule que précédemment évoquée.

Article 10 – Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres, par dérogation au CCAG.

Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Article 11 – Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature de l'accord-cadre.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Enfin, il est précisé que les prix comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que toutes les mesures nécessaires - qu'il s'agisse des modalités d'exécution (distanciation, désinfection, transport des personnels...) et ou des équipements (masques, gel ou lotion hydroalcoolique, outils individuels, gants, vaccination...) pour garantir les conditions sanitaires vis-à-vis de l'épidémie Covid-19.

Article 11.1 – Modalités d'établissement des prix

Les prix de l'accord-cadre sont hors T.V.A. et tiennent compte des éventuelles sujétions techniques précisées dans les bons de commandes.

Article 11.2 – Prestations fournies à l'entrepreneur

Aucune prestation ne sera fournie gratuitement au titulaire.

Article 12 – Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4 du C.C.A.G, lorsque le montant des ouvrages exécutés atteint le montant contractuel des travaux, tel que défini à l'article 14.1 du C.C.A.G., le titulaire doit les arrêter s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le représentant du maître d'ouvrage.

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les ouvrages pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel des travaux.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle le montant des ouvrages atteindra le montant contractuel des travaux. L'ordre de poursuivre les ouvrages au-delà du montant contractuel des travaux, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les ouvrages qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le conducteur d'opération, sont à la charge du maître d'ouvrage sauf si le titulaire n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

Article 13 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, passé par un pouvoir adjudicateur avec montant maximum et sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Article 14 – Montant de l'Accord-cadre

Première période		Périodes suivantes	
Montant Minimum	Montant Maximum	Montant Minimum	Montant Maximum
Sans montant minimum	10 000 000,00 € HT	Sans montant minimum	10 000 000,00 € HT

Il est précisé que ces montants peuvent faire l'objet d'un réexamen suivant les modalités de l'article « clause de réexamen » du présent CCAP.

Par ailleurs, et comme indiqué à l'article 17 ci-après, en cas d'atteinte du maximum avant la fin de la première période, une reconduction anticipée de la période suivante peut avoir lieu sur simple courrier de reconduction sans attendre la date anniversaire de notification de l'accord-cadre. Toutefois, en ce qui concerne la révision des prix, celle-ci aura lieu uniquement à date anniversaire (notification de l'accord-cadre) y compris en cas de reconduction anticipée.

Article 15 – Mentions des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande indiquent :

- la référence à l'accord-cadre ;
- la désignation des prestations à réaliser ;
- le lieu d'exécution des prestations à réaliser ;
- le montant de la commande ;
- les délais d'exécution.

Les bons de commande sont signés par : Le président ou son représentant dûment habilité.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution maximale du(des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre de l'accord-cadre est fixée à 90 jours.

Article 16 – Dérogation à l'exclusivité des commandes auprès du titulaire

Les titulaires de l'accord-cadre sont pleinement informés que le pouvoir adjudicateur déroge au principe de l'exclusivité des commandes et que des marchés spécifiques pourront être lancés pendant la durée de l'accord-cadre et sur le même territoire.

Les titulaires sont pleinement informés que consécutivement à la tempête Aline (2023), le SMIAGE s'est doté d'accord-cadre de travaux pour la reconstruction du secteur Roquebillière (affaire n° 24_0001 – Titulaire : Groupement EUROP'TP) et Saint Martin Vesubie (affaire n° 24_0002 – Titulaire : Groupement RAZEL-BEC).

Le nouvel accord cadre fait suite à une augmentation du nombre d'opérations confiées par la MNCA au SMIAGE via l'avenant n° 5 au contrat territorial « Tempête Alex » entre le SMIAGE et la MNCA (2025) ainsi qu'à la nécessité de renouveler l'accord-cadre de travaux avec le terme de l'accord-cadre travaux en juillet 2025. Le présent accord-cadre est donc indispensable pour terminer les opérations de reconstruction à l'horizon 2029.

Article 17 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à sa notification pour une durée initiale d'une année. Il est renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période de 1 année, soit 4 ans maximum.

Le pouvoir adjudicateur pourra renoncer à la reconduction tacite par dénonciation expresse faite un mois avant l'échéance du contrat par l'envoi d'un préavis au titulaire de l'accord-cadre avec recommandé et accusé de réception.

Il est précisé que si le montant maximum d'une année est atteint avant la fin de la période en cours, le pouvoir adjudicateur pourra, sur simple courrier recommandé, décider de reconduire l'accord-cadre pour une période suivante de façon anticipée, c'est-à-dire avant le terme initialement prévu.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite définie ci-avant.

Délais d'exécution des bons de commande :

Les délais de livraisons sont fixés par les bons de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de 48 heures à réception du bon de commande pour faire connaître s'il est dans l'impossibilité de respecter le délai figurant sur ce document.

En cas de non-réponse de sa part, le délai fixé est considéré comme accepté.

Dans le cas où le délai n'est pas observé par le titulaire, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter lesdits travaux par un autre entrepreneur, aux frais et risques de titulaire défaillant.

L'attention du titulaire est attirée sur l'obligation absolue de tenir à la disposition du maître d'ouvrage, pendant la période des congés payés, un effectif d'ouvriers lui permettant d'assurer l'exécution des travaux demandés.

A la demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, le titulaire ne peut refuser d'exécuter des travaux la nuit, le week-end ou les jours fériés.

Le bon de commande précise la durée de la période de préparation si celle-ci s'avère nécessaire pour le bon déroulement du chantier.

Sauf indication contraire donnée dans le bon de commande, le délai d'approvisionnement est inclus dans le délai d'exécution prescrit.

Exception en cas d'urgence :

En cas d'urgence, la demande d'intervention par le pouvoir adjudicateur se fera par tout moyen (appel téléphonique, e-mail, etc.) et sera confirmé par l'émission d'un bon de commande définitif ultérieurement. La demande d'intervention vaudra bon de commande « provisoire » dans l'attente du bon de commande définitif.

Le prestataire devra prévoir une équipe d'astreinte dédiée aux interventions en dehors des heures ouvrées. La procédure de permanence et d'intervention urgente suivant les modalités du CCTP et précisera les modalités d'exécution dans son mémoire technique avec notamment le délai nécessaire et suffisant pour se rendre sur les lieux d'intervention afin de réaliser la prestation.

Article 18 – Intempéries prolongeant le délai

Article 18.1 – Intempéries visées par le code du travail

Conformément à l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux et à l'article L.5424-9 du code du travail, les intempéries, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, donnent lieu à une prolongation du délai d'exécution du nombre de jours correspondant à cet arrêt, diminué du nombre de jours d'intempéries prévisibles fixés éventuellement par le présent accord-cadre.

Conformément à l'article L.5424-8 du code du travail sont considérées comme intempéries les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent effectivement l'accomplissement du travail dangereux ou impossible à l'égard, soit de la santé ou de la sécurité des travailleurs ou de la technique du travail à accomplir.

C'est ainsi que le gel, le verglas, la pluie, la neige, les inondations et le grand vent ne sont des intempéries au sens de la loi que dans le cas où elles rendent réellement tout travail impossible ou dangereux et où elles provoquent sur le chantier même, un arrêt de travail imprévisible et inévitable.

Pour décider d'un arrêt de travail du chantier, l'entrepreneur doit préalablement informer de son intention d'arrêt le représentant du maître d'ouvrage. Celui-ci en vertu de l'article L.5424-9 du Code du travail peut s'opposer à l'arrêt du travail.

Un procès-verbal de constatation d'arrêt du travail pour intempéries est établi par le maître d'œuvre ou à défaut par le représentant du maître d'ouvrage.

Si la règle ci-dessus n'est pas observée, les journées d'intempéries ne seront pas comptabilisées dans le décompte général du délai d'exécution.

Le décompte des journées d'arrêt pour intempéries sera consigné chaque semaine sur le procès-verbal de chantier.

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le nombre de jours d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 2 jours.

Article 18.2 – Intempéries définies par le maître d'ouvrage

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux sont prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépasse son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée :

Précipitations :

- Intensité limite : 50 mm/h pendant 2 jours

Refroidissement :

- Intensité limite : -10°C pendant 2 jours

Neige :

- Intensité limite : 15 cm pendant 24 heures

Vitesse du vent :

- Intensité limite : 70 km/h pendant 1/2 journée

Gel :

- Intensité limite : -1°C pendant 1 journée

Il est précisé, pour le calcul des jours d'intempéries, que seuls les relevés de la station Météo France de référence, la plus proche du site des travaux seront pris en compte.

Article 19 – Période de préparation

L'ordre de service fixe s'il y a lieu, une période de préparation et sa durée. La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution du bon de commande.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, la période de préparation est de 1 mois sauf urgence.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du bon de commande de la même durée.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes.

Le maître de l'ouvrage procède aux opérations indiquées éventuellement dans l'ordre de service.

Le maître d'œuvre procède aux opérations indiquées éventuellement dans l'ordre de service.

L'entrepreneur procède aux opérations suivantes :

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrit par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29.1 du C.C.A.G. et dans le présent document ;
- établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants).

Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours maximum à compter du début de la période de préparation.

Le coordonnateur pour la sécurité procède, s'il y a lieu, à l'adaptation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux articles R 4532-42 à R 4532-51 du Code du Travail.

Article 20 – Prestations dues par les titulaires

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- fourniture des plans de scellement et de réservation par l'entreprise dans le cadre du planning travaux,

- établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.4 du CCAG Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),
- achèvement par le maître d'œuvre des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG Travaux et à l'article 6.6 ci-après.
- établissement par le titulaire et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité.
- établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (co-traitants et sous-traitants).

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Article 21 – Prévention des risques

Chacun des chantiers est soumis à l'obligation d'une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs, conformément à l'article L4532-2 du code du travail.

La catégorie d'opération permettant de définir les obligations en terme sécurité et de protection de la santé, tel que définie par l'article R.4532-1 du code du travail, diffère selon les chantiers.

Article 22 – Coordonnateur de sécurité et protection de la santé

Les stipulations relatives aux missions de sécurité et protection de la santé sont précisées dans le CCTP.

Il est précisé que le titulaire de l'accord-cadre prendra en charge, sans rémunération supplémentaire du pouvoir adjudicateur, toutes les dépenses liées à ces missions.

Article 23 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée en interne par le maître d'ouvrage.

Dans l'éventualité où la maîtrise d'œuvre serait déléguée à un tiers, le titulaire de l'accord-cadre sera informé de cela dans le bon de commande afférent.

Article 24 – Provenance des matériaux et produits

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre. Le bon de commande fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est déjà pas fixé par les pièces générales constitutives de l'accord-cadre, ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Article 25 – Implantation des ouvrages

Les conditions d'implantation des ouvrages sont définies contradictoirement par l'entrepreneur et par le maître d'œuvre avant tout commencement de travaux.

Article 26 – Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques devant éventuellement être établis par l'entrepreneur sont soumis, avec les notes de calcul correspondantes, au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception avec ses observations éventuelles au plus tard dix jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et notes de calcul doivent être visés par le contrôleur technique, si son intervention est rendue obligatoire.

Article 27 – Installation et organisation des chantiers

Les clauses relatives à l'organisation du chantier sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Article 27.1 – Signalisation des chantiers

Le bon de commande précise, le cas échéant, si l'entrepreneur est chargé de réaliser la signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique. Des obligations spécifiques figurent au CCTP.

Article 27.2 - Utilisation des voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, le bon de commande précise, le cas échéant, les dispositions éventuelles particulières, visées à l'article 34 du CCAG-Travaux, qui s'imposent à l'entrepreneur pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux. Des obligations spécifiques figurent au CCTP.

Article 27.3 – Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-Travaux, l'entreprise fera son affaire de la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public, des permissions de voirie nécessaires à la réalisation des ouvrages (DICT, etc.) ainsi que toutes autorisations nécessaires pour le montage des grues.

Article 28 – Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

Le bon de commande précise, le cas échéant, si l'entrepreneur bénéficie de facilités données par le maître de l'ouvrage pour l'installation de son chantier.

Article 29 – Garde du chantier

La responsabilité de la garde du chantier et des risques qui en découlent sont à la charge des titulaires. Si l'accord-cadre est résilié par application de l'article 50 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage peut faire appel, dans le cadre d'un chantier en cours, à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs autres lots pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde seront à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

Article 30 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les dispositions suivantes sont applicables pour les chantiers soumis à la réglementation SPS.

Article 30.1 – Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent accord-cadre sous le nom de "coordonnateur SPS".

Article 30.2 – Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Article 30.3 – Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le PPSPS si ce document est requis ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;
- le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement, si le coordonnateur exerce une mission pendant cette période ;
- le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage ;
- à la demande du coordonnateur SPS le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Article 30.4 – Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Article 31 – Conditions d'exécution sociale : Clauses d'insertion professionnelle

Le SMIAGE, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion professionnelle.

Par dérogation aux articles Clauses d'insertion sociale du CCAG la clause d'insertion professionnelle se mettra en œuvre selon les prescriptions ci-dessous.

L'entreprise titulaire devra réaliser une action d'insertion professionnelle qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Il s'agira de leur réserver, pendant la durée d'exécution du marché, un minimum de 600 heures de travail par période de l'accord-cadre.

Dans le cas d'un accord cadre à bon de commande, cet engagement sera renouvelé autant de fois que de reconductions. Cette obligation d'insertion professionnelle est annulée si le seuil minimum du marché n'est pas atteint ou s'il est inactif.

Les publics visés :

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont notamment concernés : les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les demandeurs d'emploi de longue durée sans activité professionnelle régulière (moins de 900 heures sur les 12 derniers mois), les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle inscrits au pôle emploi depuis plus de 6 mois, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique...

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

L'éligibilité du public devra, dans tous les cas, être validée en amont du recrutement par le service gestionnaire des clauses d'insertion professionnelle nommé ci-après.

Ce paragraphe est à ajouter dans le cadre des marchés liés aux programmes de rénovation urbaine :

Dans le cadre des marchés liés au Programme de rénovation urbaine :

Précisions complémentaires Le règlement général de l'ANRU dispose qu'un projet faisant appel aux concours financiers de l'Agence doit se conformer à la charte d'insertion applicable aux porteurs de projets et aux maîtres d'ouvrage contractualisant avec l'ANRU dans le cadre du Nouveau programme de renouvellement urbain. Elaborée conformément à la loi du 1er août 2023 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, dont l'article 10-3, modifié par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, indique que « l'Agence nationale pour la rénovation urbaine élabore et adopte une charte nationale d'insertion, intégrant les exigences d'insertion professionnelle des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans le nouveau programme national de renouvellement urbain. » Ainsi, pour la réalisation de cet objectif de 1 350 d'heures d'insertion, la priorité sera donnée aux habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

Les modalités de mise en œuvre :

L'action d'insertion pourra être réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- **1^{ère} modalité** : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (CDD, CDI, contrat en alternance...);
- **2^{ème} modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure de l'insertion par l'activité économique (Ateliers et chantier d'insertion, entreprise d'insertion, entreprises adaptées...);
- **3^{ème} modalité** : la mise à disposition de salariés.

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail) ;
- d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ;
- d'une association intermédiaire.

Durée d'éligibilité des publics :

Quelle que soit la nature du contrat, une personne recrutée dans le cadre des clauses peut rester éligible 24 mois. Son passage en CDI au sein de la même entreprise et dans le cadre du même marché prolongera son éligibilité de 12 mois, dans la limite de 36 mois.

Son éligibilité pourra être requestionnée si l'entreprise se voit attribuer un nouveau marché à clauses d'insertion professionnelle.

Comptabilisation des heures de formation :

Si la formation fait partie du contrat de travail, les heures de formation sont valorisées au même titre que celles de travail.

Lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi dans le cadre de clause d'insertion, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, à la fin de la période d'essai.
- La valorisation des heures de formation antérieures au contrat de travail intervient dès lors que le contrat est supérieur à 150 heures.

Globalisation des objectifs d'insertion :

Si dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion professionnelle, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre en accord avec les maîtres d'ouvrages concernés, informés en ce sens par le facilitateur, et à condition d'être favorable au salarié en insertion.

Le facilitateur est garant de la répartition des heures pendant la durée d'exécution de chacun des marchés et pendant la période d'éligibilité du salarié concerné.

Sous-traitance :

En cas de sous-traitance, l'entreprise attributaire doit informer ses sous-traitants de la mise en œuvre d'une clause sociale dans le marché. Si elle décide de demander au sous-traitant de réaliser une partie des heures d'insertion, celle-ci doit être proportionnelle à la part d'activité qui lui est confiée par la convention de sous-traitance. Le titulaire du marché reste le garant de l'exécution de la clause d'insertion.

Licenciement économique :

En cas de licenciement économique ou de chômage partiel et sous réserve d'obtenir les documents justificatifs validés par la direction, le maître d'ouvrage examinera la demande de l'entreprise de se voir exonérée de tout ou partie des pénalités liées au non-respect de l'obligation d'insertion.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion professionnelle :

Afin d'accompagner la mise en œuvre des clauses d'insertion professionnelle, un dispositif, guichet unique du territoire de la métropole Nice Côte d'Azur, est mis en place et doit être sollicité :

Cellule d'animation des clauses d'insertion

Service Insertion Professionnelle Métropole Nice Côte d'Azur

04 89 98 13 22

aline.bermont@nicedazedur.org

pasquale.vidal@nicedazedur.org

sophie.grunblatt@nicedazedur.org

assia.daham@nicedazedur.org

Les modalités de contrôle :

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du facilitateur le titulaire fournit chaque mois tous renseignements (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socioprofessionnel, formation) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur désigné ci-dessus, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Article 32 – Obligations de VRD

Conformément aux obligations du code du travail en matière de voies et réseaux divers (articles R 4533-1 et suivants du code du travail), le chantier disposera d'une desserte en voirie, d'un raccordement en eau potable et en électricité, ainsi que d'une évacuation des matières usées.

Article 33 – Répartition des dépenses communes de chantier

Sans objet.

Article 34 – Registre de chantier

L'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par ses soins dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des cotraitants, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du maître d'ouvrage comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître d'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception de l'ouvrage.

Article 35 – Gestion des déchets

Article 35.1 – Contrôle et suivi des déchets

Chaque entreprise est en charge de la gestion matérielle de ses propres déchets de chantier : tri, collecte, transport, stockage, évacuation, remise au maître d'ouvrage des constats d'évacuation des déchets.

Article 35.2 – Exécution d'office des opérations de tri et d'enlèvement des déchets

Le titulaire est soumis à une obligation de tri et d'enlèvement de ses déchets telle que définie à l'article 37.1. Du CCAG-Travaux. Si cette obligation n'est pas respectée, le maître d'ouvrage peut, en vertu des dispositions de l'article L.541-3 du code de l'environnement et 37 du CCAG-Travaux, après ordre de service et mise en demeure restée sans effet pendant 30 jours, procéder d'office aux opérations de tri et d'enlèvement des déchets aux frais et risques du titulaire. Des pénalités spécifiques sont également prévues ci-après.

Article 36 – Réception

Les travaux exécutés au titre de chaque chantier sont réceptionnés au fur et à mesure de leur achèvement dans les conditions prévues par l'article 41 du CCAG-Travaux.

Article 37 – Mise à disposition de certains ouvrages

L'ordre de service peut éventuellement préciser si le maître de l'ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages (ou parties d'ouvrages) non encore achevés et aux stades d'avancement des travaux qu'il définit.

Article 38 – Documents fournis après exécution

Les stipulations de l'article 40 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en trois exemplaires dont un sur support en permettant la reproduction :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG Travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE), les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), et le PAQ.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Article 39 – Co-traitance

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Article 40 – Modalités de paiement

Les travaux sont réglés par acomptes non définitifs et un solde. Les acomptes sont mensuels, conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux.

Le versement du solde pourra être effectué selon les modalités suivantes : Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde de chaque bon de commande.

Les modalités de remise des demandes de paiement sont celles prévues par les articles R2192-12 à R2192-30 du Code de la Commande Publique.

Article 41 – Forme des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi :

- le numéro et la date de l'accord-cadre et de chaque avenant ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la commune et l'EPCI où se situe l'intervention ;
- le bassin versant de l'intervention ;
- le cours d'eau d'intervention ;
- le numéro d'opération du Contrat Territorial
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG PI ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;

- le numéro d'engagement de la commande ou du marché, le cas échéant ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix.

Elle mentionne aussi le détail des prix unitaires.

Article 42 – Dématérialisation des paiements

La facturation en ligne sera utilisée. En vertu de l'article L2192-1 du code de la commande publique, les titulaires de marchés conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme chorus-pro.gouv.fr.

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Modalités pratiques pour transmettre les factures sur le portail Chorus :

Toutes les entreprises devront adresser leurs factures sous forme électronique à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> en spécifiant le numéro SIRET 200 071 397 00018.

Mentions obligatoires des factures électroniques :

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires listées par l'article D2192-2 du code de la commande publique, sans se substituer aux mentions prévues par l'article L441-3 du code de commerce et l'article 242 nonies A du Code Général des Impôts au regard du droit fiscal.

Le paiement en ligne sera utilisé.

Article 43 – Sous-traitance et cotraitance

Article 43.1 – Désignation de sous-traitants en cours d'accord-cadre

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R. 2193-1 du Code de la Commande Publique.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

Article 43.2 – Paiement direct des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement solidaire, compte tenu des modalités de paiement prévues dans l'accord-cadre.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Article 43.3 – Paiement direct des sous-traitants

Conformément à l'article R2193-11 du code de la commande publique, le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé pour toutes prestations supérieures à 600 € HT.

Conformément à l'article R2193-12 du code de la commande publique, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R. 2193-11 pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur, représenté par le maître d'œuvre. Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article L2192-5 du code de la commande publique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

Passé ce délai de quinze jours, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées. Conformément à l'article R2193-14 du code de la commande publique, lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au maître d'œuvre représentant l'acheteur, accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai décrit à l'article 43 - Délai de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur représenté par le maître d'œuvre, de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé. A défaut de notification d'un accord ou d'un refus par le titulaire dans le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le délai de paiement court à compter soit de l'expiration de ce délai, soit de la réception par le maître d'œuvre représentant l'acheteur de l'avis postal mentionné à l'article R. 2193-14.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Article 44 – Monnaie de compte de l'accord-cadre

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Article 45 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Article 46 – Retenue de garantie

Conformément aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique, une retenue de garantie est appliquée dans le cadre du présent accord-cadre.

La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations ainsi que, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

La retenue de garantie s'applique uniquement aux bons de commande d'un montant supérieur à 100 000 € HT émis dans le cadre du présent accord-cadre. Les bons de commande inférieurs à 100 000 € HT ne feront pas l'objet de retenue de garantie.

Le montant de la retenue de garantie est fixé à 5 % du montant initial HT du bon de commande, augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique.

Il ne sera accepté aucune caution personnelle et solidaire.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérées, un mois au plus tard à compter de la levée des réserves ou à compter de l'expiration du délai de garantie, dans les conditions prévues à l'article R2191-42 du code de la commande publique.

Article 47 – Dispositions concernant l'avance

Article 47.1 – Taux et conditions de versement de l'avance

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance obligatoire est octroyée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'option retenue au sens du CCAG est l'option B.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si la durée d'exécution est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant TTC du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du bon de commande est sous-traitée, le montant TTC du bon de commande est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct. Si l'accord-cadre est passé avec des entrepreneurs groupés, au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chaque entreprise. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le paiement de l'avance est subordonné à la production de la garantie à première demande portant sur l'intégralité de l'avance prévue au code de la commande publique engageant le titulaire à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie.

A compter de la production de cette garantie, le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 30 jours.

Article 47.2 – Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande de l'accord-cadre atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Article 47.3 Avance du sous-traitant

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification de l'accord-cadre ou de l'acte spécial par la personne signataire de l'accord-cadre.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire de l'accord-cadre qui a perçu l'avance sous-traite une part de l'accord-cadre postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Article 48 – Obligation de parfait achèvement

Le délai de garantie est fixé à 12 mois.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à l'obligation de parfait achèvement prévue au CCAG-Travaux.

Article 49 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 50 – Assurance couvrant la responsabilité décennale du titulaire

Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

Article 51 – Assurances souscrites par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier ni de police dommages-ouvrages.

Le pouvoir adjudicateur se garde de pouvoir souscrire de telles assurances suivant les bons de commandes émis en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Dans cette éventualité, le titulaire de l'accord-cadre sera informé des assurances souscrites par le maître d'ouvrage.

Article 52 – Règles générales d'application des pénalités

Article 52.1 Modalités de retenue des pénalités

Conformément au CCAG, les pénalités sont précomptées sur les acomptes versés par l'acheteur.

Article 52.2 Modalités d'imputation des pénalités en cas de groupement

Conformément au CCAG, dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres opérateurs économiques.

Article 53 – Pénalités de retard

Article 53.1 Calcul des pénalités de retard

Les pénalités journalières de retard dans l'exécution des prestations sont calculées comme indiqué à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Le délai d'exécution des prestations ne comprend pas le délai de repliement des installations de chantiers. Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, une pénalité spécifique de retard sanctionne ce délai de 1 000 euros HT par jour de retard.

Article 53.2 Plafonnement des pénalités de retard

Conformément au CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut dépasser 10% du montant hors taxes de l'ensemble de l'accord-cadre. Le montant hors taxes de l'ensemble de l'accord-cadre est celui qui résulte des prévisions de l'accord-cadre, c'est-à-dire de l'accord-cadre initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Article 53.3 Exonération des pénalités de retard

Conformément au CCAG, le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre. Le terme "d'exonération" s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil est dépassé.

Article 53.4 Mise en œuvre des pénalités de retard

Les pénalités de retard ne sont appliquées que suite à une phase de contradictoire avec le titulaire du marché, invité par l'acheteur à présenter ses observations, comme indiqué à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

Article 54 – Pénalités pour non-respect des obligations engendrées par la réglementation sécurité et protection de la santé (SPS)

En cas de non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS, du fait du titulaire du marché ou de l'un de ses sous-traitant, l'entrepreneur subit, par manquement, une pénalité de 500 euros HT, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

Article 55 – Pénalités pour absence aux réunions

Si le titulaire ou son représentant ne se rend pas dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis, comme précisé à l'article 3.9 du CCAG-Travaux, il subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 500 euros HT, pour toute absence constatée, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

Article 56 – Pénalités diverses

En cas de non-respect des obligations prévues à l'accord-cadre, le titulaire reçoit un avertissement du maître d'œuvre lui indiquant les points précis de l'infraction et le délai pour y remédier.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux et à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, tout dépassement de ce délai donne lieu à l'application immédiate d'une pénalité fixée à 200 euros HT, pour chaque constat de l'un des événements ci-après :

- par jour de retard dans l'installation du chantier ;
- pour chaque nuisance ou bruit excessif au-delà de la limite prescrite ;
- par jour de retard dans la fourniture des renseignements demandés, tels que :
 - délais d'approvisionnement ;
 - début d'intervention sur le chantier ;
 - délais d'exécution proposés ;
 - effectif échelonné dans le temps.

Article 57 – Pénalités en cas d'absence de production des documents de gestion et suivi des déchets de chantier

Conformément à l'article 36.2.3 du CCAG-Travaux en cas d'absence de production du SOGED ou du bordereau de suivi ou de dépôt des déchets ou des constats d'évacuation des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mis en demeure restée infructueuse, la pénalité forfaitaire suivante : 300 euros HT.

Article 58 – Sanction du retard dans la remise des documents à fournir après exécution

Conformément à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, une pénalité forfaitaire sera appliquée après mise en demeure restée sans effet suivant les modalités suivantes :

- une pénalité de 15 000 € HT sera appliquée pour chantier dont montant travaux > 2 M€ HT ;
- une pénalité de 10 000 € HT sera appliquée pour chantier compris entre 0.5 M€ HT ≤ montant travaux ≤ 2 M€ HT ;
- une pénalité de 5 000 € HT sera appliquée pour chantier dont montant travaux < 0.5 M€ HT.

Article 59 – Plan d'assurance qualité

En cas de non remise du P.A.Q. à l'issue de la période de préparation (1 mois à compter de l'ordre de service de démarrage), une pénalité de 800 € HT, par jour calendaire de retard, sera appliquée.

En cas de retard dans l'envoi, au maître d'œuvre, des modifications de ce programme demandées par celui-ci (délai de cinq jours), une pénalité de 150 € HT, par jour calendaire de retard, sera appliquée.

Article 60 – Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

En cas de retard dans l'envoi du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (PPSPS) au Coordonnateur en matière de Sécurité et de Santé au Travail (date de fin de la période de préparation), une pénalité de 800 € HT, par jour calendaire de retard, sera appliquée.

En cas de retard dans l'envoi, au CSPS, des modifications demandées par celui-ci (délai de cinq jours), une pénalité de 150 € HT, par jour calendaire de retard, sera appliquée.

Article 61 – Programme d'exécution des travaux

En cas de retard dans l'envoi, au maître d'œuvre, du programme d'exécution des travaux prévus (délai de quinze jours), une pénalité de 500 € HT, par jour calendaire de retard, sera appliquée.

En cas de retard dans l'envoi, au maître d'œuvre, des modifications de ce programme demandées par celui-ci (délai de cinq jours), une pénalité de 150 € HT, par jour calendaire de retard, sera appliquée.

Article 62 – Contraintes de permanence

La non-présentation, l'absence de remplacement ou l'indisponibilité du responsable des travaux ou de son suppléant entraînera l'application d'une pénalité de 500 € HT par manquement constaté puis de 200 € HT par jour calendaire de retard dès le premier jour de constat.

Sera assimilée à une absence de présentation, la présentation d'un intervenant dont l'agrément serait refusé par le maître d'œuvre.

Article 63 – Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, ces pénalités interviendront de plein droit par dérogation au CCAG-Travaux, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Elles seront déduites des situations mensuelles.

Le tableau ci-après détermine les pénalités en fonction des manquements constatés :

Thème	Type de manquement constaté	Échéance	Montant de la pénalité € HT
Administratif	Pour BDC > 500.000 € HT Retard dans la fourniture des PAE, PAQ	Date de fin de la période de préparation	150 €/jour calendaire de retard
	Pour la reconduction du marché Retard dans la fourniture des PAE, PAQ	2 mois après date de reconduction du marché	150 €/jour calendaire de retard
	Pour BDC < 500.000 € HT Retard dans la fourniture du dossier chantier (2.4.3. du CCTP)	Dans un délai de 20 jour calendaire à compter de l'engagement du bon de commande	200 €/jour calendaire de retard
	Pour BDC > ou égale à 500.000 € HT Retard dans la fourniture du dossier chantier (2.4.3 du CCTP)	Dans un délai de 30 jours à compter de l'engagement du bon de commande	200€/jour calendaire de retard
	Non-respect d'une procédure du PAE ou PAQ	50 €/ manquement constaté	
	Retard dans la fourniture des noms des responsables du chantier, de la signalisation et de la sécurité, de la qualité, de l'astreinte, des urgences.	Date de fin de la période de préparation	200 €/jour calendaire de retard
Chantier	Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus	150 €/ jours calendaires de retard	
	Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons	150 €/ jours calendaires de retard	
	Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier	150 €/ jours calendaires de retard	
	Constat d'une baisse d'activité en période estivale non validée par la maîtrise d'œuvre	5 000 €/ jours calendaires après mise en demeure	

Article 64 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

Par dérogation aux dispositions de l'article 37.2 du CCAG Travaux, à défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de quinze jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice d'une pénalité de 400,00 € HT par jour de retard.

Article 65 – Transports en surcharge

Par dérogation à l'article 25.2 du CCAG Travaux, s'il est constaté que des transports sont effectués dans des véhicules routiers en surcharge, les dépenses afférentes à ces transports ne seront payées

que dans la limite de la charge utile mentionnée sur le certificat d'immatriculation du véhicule. Aucun dépassement de charge ne sera donc pris en compte pour le règlement du transport.

Article 66 – Conformité de signalisation

En complément de l'article 31.4 du CCAG Travaux, dans le cas de signalisation incomplète, non réglementaire ou mal adaptée aux caractéristiques géométriques de la route et/ou du domaine maritime, il sera fait application d'une pénalité journalière par jour constaté égale à : 500,00 € HT.

Article 67 – Pénalités pour malfaçons ne dépassant pas les seuils de refus

Au regard des spécifications du CCTP, lorsque l'ouvrage n'a pas été réalisé dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur et qu'il présente des malfaçons, si pour les contrôles de conformité les seuils d'alerte sont atteints et que les seuils de refus ne sont pas dépassés et si les désordres ne sont pas de nature à mettre en jeu la sécurité des usagers, le maître d'œuvre peut proposer au maître d'ouvrage des pénalités allant de 10 à 30 % du prix fixé au bordereau des prix unitaires et appliqué aux quantités faisant l'objet de malfaçons. Le titulaire peut refuser ces pénalités et choisir de refaire les prestations conformément au CCTP.

Article 68 – Pénalités pour non-respect des prescriptions environnementales

Sans préjudice des recours en réparation de tous dommages matériels et/ou immatériels consécutifs ou non par devant les juridictions compétentes et des amendes encourues pour les infractions à la réglementation environnementale, le non-respect par le titulaire du marché ou de tout intervenant de son fait des prescriptions définies au sein de la notice environnementale et des obligations souscrites au sein du PAE, donneront lieu aux pénalités selon les conditions définies ci-après. Ces indemnités sont dues de plein droit, sans mise en demeure préalable, du seul fait du non-respect desdites prescriptions.

Les pénalités dues pour non-respect des prescriptions environnementales sont cumulables et non plafonnées.

Thème	Type de manquement constaté	Échéance	Montant de la pénalité € HT
Milieu naturel	Rejets d'hydrocarbures et/ou de produits dangereux dans le milieu naturel sans mise en place des dispositifs anti-pollution prévus dans les pièces du marché	400 €/ manquement constaté	
	Stockage de produits polluants	150 €/ manquement constaté	
	Mauvais état ou absence d'assainissement pluvial de chantier (bassin de traitement encombré, réseaux bouchés...)	150 €/ manquement constaté	
	Réparation, entretien et parking des engins non conforme aux prescriptions environnementales (aires et méthode d'exécution non conforme au PAE, PAQ validé : absence de kit anti-pollution, absence de bac de rétention...)	150 €/ manquement constaté	
	Déversement de matériaux dans la mer	1000 € / manquement constaté	
	Absence de récupération d'élément tombé au fond de l'eau et/ou absence d'information immédiate	500 €/ manquement constaté	

	des autorités maritimes, du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre		
	Retard dans la résolution du manquement constaté	Date du constat de manquement	500 €/jours calendaires de retard
Faune et flore	Destruction d'espèces animales protégées ou patrimoniales	500 €/ manquement constaté en plus des poursuites et amendes émanant de l'infraction pénale des services de la police de l'environnement et de tout organisme institutionnel compétent.	
	Destruction ou absence de piquetage et/ ou balisage délimitant la présence d'individus végétal et /ou animal patrimoniaux ou protégées, des zones environnementales sensibles	500 €/ manquement constaté	
	Retard dans la résolution du manquement constaté	Date du constat de manquement	200 €/jour calendaire de retard
Emprise	Entrepôt de matériel ou de matériaux en zone submersible sans autorisation du maître d'œuvre	500 €/ manquement constaté	
	Dépôts de matériaux, déblais dans une zone non validée par le maître d'œuvre	500 €/ manquement constaté	
	Retard dans la résolution du manquement constaté	Date du constat de manquement	200 €/jour calendaire de retard
Déchets	Non fourniture des bordereaux de suivi des déchets dangereux en fin de chantier le cas échéant	500 €/ manquement constaté	
	Non tri de base des déchets et notamment mélange des déchets dangereux et non dangereux	500 €/ manquement constaté	
	Brulage des déchets	500 €/ manquement constaté	
	Présence de déchets sur l'emprise du chantier (sacs de mortier vides, morceaux de plastiques ou géotextiles, etc....)	500 €/ manquement constaté	
	Retard dans la résolution du manquement constaté	Date du constat de manquement	100 €/jour calendaire de retard

Consignation des manquements sur le registre du chantier :

Les manquements aux prescriptions environnementales contenues dans la notice environnementale et le non-respect des engagements inscrits au sein du PAE par le titulaire du marché, seront signalés et consignés via une note ou une fiche d'observation. La constatation des manquements et la rédaction de ces documents peuvent être réalisées par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur Environnemental ou le CSPS.

Article 69 – Consignation des manquements sur le registre du chantier

Les manquements aux prescriptions environnementales contenues dans la notice environnementale et le non-respect des engagements inscrits au sein du PAE par le titulaire du marché, seront signalés et consignés via une note ou une fiche d'observation. La constatation des manquements et la rédaction

de ces documents peuvent être réalisées par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur Environnemental ou le CSPS.

Article 70 – Clôtures provisoires assurant la fermeture du chantier

Le titulaire doit prévoir la fermeture de son chantier au moyen de clôtures provisoires tant au niveau de la zone d'installation de chantier que du chantier en lui-même. En cas de non-respect des prescriptions du CCTP, une pénalité, égale à 200,00 € HT par jour calendaire de retard sera appliquée.

Article 71 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Suite à mise en demeure restée infructueuse, le titulaire de l'accord-cadre qui ne s'est pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, encourt au libre choix du pouvoir adjudicateur soit l'application d'une sanction financière, soit la résiliation de l'accord-cadre. La sanction choisie par le pouvoir adjudicateur est mentionnée dans ladite mise en demeure.

En cas d'application d'une sanction financière, celle-ci est de 10 % du montant initial de l'accord-cadre, sans pouvoir excéder 225 000 euros (45 000 euros si le cocontractant est une personne physique), ou sans pouvoir excéder 375 000 euros (75 000 euros si le cocontractant est une personne physique) en cas d'emploi dissimulé d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

En cas d'application de la résiliation, celle-ci est faite sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 72 – Pénalités pour retard dans la remise des contrats de sous-traitance

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité journalière de retard, telle que prévue à l'article 3.6.1.5 du CCAG-Travaux.

Article 73 – Pénalités liées à la clause d'insertion sociale

Conformément à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS, en cas de non-respect de la clause d'insertion sociale, le titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, se voit appliquer une pénalité forfaitaire de 60 € HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion le titulaire se voit appliquer, après avoir été mis en demeure de justifier son absence, une pénalité forfaitaire de 100.00 euros HT / réunion.

En cas de non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle (notamment justificatifs d'éligibilité des publics et justificatifs des missions confiées et heures réalisées), le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement, et après avoir été mis en demeure d'y remédier, une pénalité forfaitaire 100.00 euros HT / constat.

Article 74 – Sanction complémentaire à l'exécution d'office en cas de non-respect de l'obligation d'enlèvement des déchets

Conformément à l'article 37.3 du CCAG-Travaux, l'exécution d'office de l'enlèvement des déchets aux frais et risques du titulaire s'accompagne de l'application des pénalités suivantes : En cas de non-respect par le titulaire de ses obligations de tri et d'enlèvement de ses déchets, une pénalité de 150 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure lui enjoignant d'exécuter ses obligations sur le champ sera appliquée.

Article 75 – Résiliation

Il est fait application des dispositions du CCAG-Travaux sur la résiliation, sous les réserves suivantes :

Affaire n° 25_0014 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LES TRAVAUX DE RECONSTRUCTION VESUBIE
PROGRAMME 2025-2029

CCAP

Page 32 sur 35

Conformément au code de la commande publique et par dérogation à l'article 49 du CCAG-Travaux, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre sans indemnité, ni mise en demeure préalable :

- Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique ;
- Lorsque celui-ci n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne, en vertu de l'article L2195-5 du code de la commande publique ;
- Lorsque l'exécution du contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions prévues par l'article L2194-1, en vertu de l'article L2195-6 du code de la commande publique.

Article 76 – Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 52.1, 52.2 et 52.3 du CCAG-Travaux, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions de l'accord-cadre ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Ce délai, sauf pour les marchés intéressant la défense ou en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure. Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, peuvent être ordonnées soit la poursuite des travaux à ses frais et risques, soit la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Article 77 – Clause de promotion

A son initiative, le titulaire de l'accord-cadre pourra faire bénéficier l'acheteur d'offres de prix promotionnels en cours d'exécution de l'accord-cadre sans que l'accord-cadre ne nécessite un avenant pour modifier les prix concernés ([Publication de la version 2023 du guide pratique de l'OECP « Le prix dans les marchés publics » | Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et Ministère chargé du Budget et des Comptes publics \(economie.gouv.fr\)](#)).

Ainsi, les prix des produits figurant au BPU pourront temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels sous réserve de garantir la même qualité de produits ou des prestations.

Le titulaire adressera le tarif promotionnel à l'acheteur par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaines et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés. Ce tarif est annexé au marché et constitue une pièce justificative, nécessaire au comptable.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché annexés à l'acte d'engagement sont à nouveau en vigueur.

La baisse de prix ne s'applique qu'aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

Les promotions sont appliquées conformément aux articles L.441-1 à L.441.7 du Code du commerce et aux lois et règlements existants.

Article 78 – Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique relatif aux clauses de réexamen et lors d'événements imprévisibles, extérieurs aux parties et susceptibles de bouleverser l'économie du contrat, l'acheteur autorise la modification du contrat, sans condition de montant pour répondre aux aléas économiques et/ou techniques frappant le contrat en cours d'exécution. Cette modification s'entend dans la limite d'un changement de la nature globale du contrat (la modification du contrat ne pouvant en modifier l'objet).

Le présent marché pourra être amendé par voie de modification en vue d'adapter les éléments suivants aux circonstances :

- Intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires par ordre de service uniquement ;
- Adaptation de la clause butoir de révision des prix ;
- Périodicité de révision des prix pour l'adapter aux conditions économiques particulières ;
- Modification des indices de révisions en cas de disparition d'indices ;
- Adaptation / Modification du périmètre de l'accord-cadre ;
- Substitution d'un membre d'un groupement par un nouvel opérateur économique, en dehors d'une opération de restructuration dans les cas suivants : sortie volontaire du groupement et remplacement dans celui-ci avec accord des autres membres, rachat du titulaire, simple modification sociale ;
- Modulation des montants maximums non consommés à la hausse comme à la baisse pour les reporter d'une période sur l'autre afin de les adapter à la fréquence des besoins du pouvoir adjudicateur. Ces modifications permettront au pouvoir adjudicateur de procéder, dans le respect de ce montant maximum, à une nouvelle répartition des montants entre chacune des périodes reconduites. Ces modifications se feront dans le respect du montant global initial de l'accord-cadre et feront l'objet d'un avenant ;
- Prolongation des délais d'exécution par ordre de service ;
- En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'accord-cadre pourra être adapté, ou faire l'objet de modifications, après son attribution, lorsque ces modifications constituent, objectivement, un mode de règlement transactionnel, emportant des renoncements réciproques de la part des deux parties, en vue de mettre un terme à un litige, dont l'issue est incertaine, né des difficultés auxquelles se heurte l'exécution de ce marché.

Les parties conviennent de se rapprocher dans ces situations, l'acheteur n'étant jamais contraint de donner son aval.

Ces modifications pourront intervenir soit par voie d'ordre de service ou par voie d'avenant.

A cette fin, les parties s'engagent à renégocier de bonne foi les termes du présent marché et feront les meilleurs efforts afin de rendre possible l'exécution de ce dernier, selon des aménagements à définir d'un commun accord. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de refuser la mise en œuvre de la présente clause de réexamen.

Les augmentations éventuelles du montant global de l'accord-cadre se feront dans le respect des dispositions du Code de la commande publique.

En toutes hypothèses, la modification ne pourra porter atteinte à la nature globale du marché et aux principes de la commande publique et sera fondée à l'appui de preuves comptables et juridiques tangibles de la part du titulaire du présent accord-cadre.

Article 79 – Attribution de compétence

Le Tribunal administratif de Nice est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de cet accord-cadre.

Article 80 – Dérogations

L'article 10 – Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre déroge à l'article 9.4.2 du CCAG-Travaux

L'article 12 – Augmentation du montant des travaux déroge à l'article 14 du CCAG-Travaux.

L'article 17 – Durée du marché - Délais d'exécution déroge à l'article 18 du CCAG-Travaux.

L'article 19 – Période de préparation déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux.

L'article 27.3 – Autorisations administratives déroge à l'article 27.3 du CCAG-Travaux

L'article 41 – Forme de paiement déroge à l'article 12.1.1 du CCAG-Travaux.

L'article 50 – Assurance de responsabilité décennale déroge à l'article 8 du CCAG-Travaux.

L'article 54 – Pénalités pour non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS déroge à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

L'article 55 – Pénalités pour absence aux réunions déroge à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

L'article 56 – Pénalités diverses déroge à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux et à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

L'article 63 – Infractions aux prescriptions de chantier déroge à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.